

PETITE SIRÈNE CONTRE VILAINES SORCIÈRES

—

Un conte pour enfants de l'après-Copenhague

Où va l'espoir d'une nouvelle modernité, après le Sommet de Copenhague ?

On aurait pu imaginer que le sommet allait constituer un point d'orgue, dans la montée d'une conscience politique cosmopolite reconnaissant le bien commun qu'est la Terre-Patrie. Les combats écologiques des années 50-60 avaient été locaux : ils étaient liés à la pollution d'une usine, d'une rivière, d'une ville. Avec les marées noires, ils étaient devenus internationaux et même continentaux après les catastrophes comme celle de Tchernobyl. Avec le CO₂ et les risques engendrés par le réchauffement climatique, les enjeux changeaient d'échelle et rejoignaient la dimension du globe. A Copenhague, l'espoir était que le chant d'une petite sirène allait déplacer le cours des gros tankers de la mondialisation. Après l'élection d'Obama, après le déchaînement de la crise financière et économique, l'heure n'était-elle pas venue de consacrer l'espoir d'un autre monde, gouverné par la conscience commune de notre destin ?

L'échec du sommet a mis fin à cette belle histoire. La petite sirène, ne tarda-t-on pas à nous dire, était resté sans voix face à la danse endiablée de deux vilaines sorcières : la Chine et les Etats-Unis. Car c'étaient elles qui avaient mené le bal ! La petite sirène se croyait mondialiste et elle était en fait européenne, voyageuse apatride de rêves qui seraient bientôt oubliés. Certes, la Chine n'ignorait plus que le réchauffement climatique pourrait se traduire par une montée des océans, fatale pour Shanghai et ses villes côtières. Certes l'Amérique d'Obama n'affirmait plus que rien n'affecterait « l'american way of life ». Mais l'un et l'autre voulaient s'entendre sur un calendrier conforme aux exigences économiques de l'un et aux opinions publiques de l'autre. L'agenda impulsé par l'Europe n'était pas leur agenda.

Le conte pour les petits européens de l'après-Copenhague pouvait désormais s'écrire. Etourdie, écervelée, idéaliste, la petite sirène croyait que les belles idées pouvaient gouverner le monde. Rappelée vigoureusement à la Realpolitik, elle était désormais condamnée à rester silencieuse sur son rocher, Lorelei romantique d'une Europe définitivement hors-jeu. Qui pourrait croire pourtant que le monde va repartir, avec la *Chimerica*, vers un condominium semblable à celui qui avait marqué l'équilibre des Etats-Unis et de l'URSS ? Au-delà de la géopolitique, faut-il admettre que la Terre peut encore être gouvernée par le rapport de forces, sans que s'esquisse l'espoir collectif d'un monde meilleur ? Et si au lieu de voir Copenhague comme la pavane d'une Europe défunte, on regardait en face les insuffisances et les immaturités d'une pensée encore trop divisée, trop peu sûre d'elle dans l'affirmation d'un projet qui se substituerait à la domination idéologique mondiale de l'ultralibéralisme ?

Si l'on veut faire face aux enjeux de la modernité à l'aube du XXI^e siècle, il faut repartir des idées qui ont structuré notre représentation du monde depuis la seconde guerre mondiale.

Après le déchaînement de la barbarie, après Auschwitz et le génocide, l'espérance humaine s'était accrochée à deux grands thèmes :

- La paix d'une part, avec la volonté de « plus jamais ça » ;
- La croissance d'autre part, avec l'impératif de la reconstruction puis la perspective d'une expansion si puissante qu'elle permettrait même le « take-off » des économies sous-développées.

A l'Ouest et à l'Est, chacun s'accrochait à ces deux horizons, même si la représentation atlantiste différait profondément de la vision soviétique. Les divergences de vue ne portaient d'ailleurs pas atteinte à la force de ces thèmes car elles leur donneraient au contraire un surcroît de réalité. La belle idée de Paix trouvait en effet un ancrage dans la stabilisation de monde permise par l'équilibre de la Terre. L'impétueuse thématique de la croissance sans limites puisait son dynamisme dans les ressorts de la compétition entre blocs.

La prise de conscience écologique s'est affirmée alors en deux étapes. Après la contestation des années 60, quatre ans après 1968 et le slogan selon lequel « On ne tombe pas amoureux d'un taux de croissance », la première étape est symbolisée par la publication du rapport « Limits to Growth »¹ en 1972. Parce qu'il est écrit dans un langage proche de celui des économistes, le rapport du Club de Rome frappe fort. Le capitalisme pensait avoir déjoué toutes les contradictions internes qui annonçaient sa fin et se croyait parti pour une croissance sans limites. Le fait de rappeler les enjeux de la nature et de l'environnement ouvrait une brèche béante dans un des mythes porteurs des trente glorieuses, le mythe de la croissance.

Vingt ans plus tard, la conférence de Rio en 1992 ouvre une seconde étape. Le régime communiste s'est effondré en 1989, trois ans plus tôt. Francis Fukuyama écrit son livre sur la fin de l'histoire. Avec la chute de l'URSS, il ne semble plus exister d'obstacle à la réalisation du rêve d'instauration d'un ordre pacifique et non-violent. Et pourtant, la conférence de Rio, avec les centaines d'associations qui y côtoient les Etats, marque le retour des menaces. La violence réapparaît au premier plan. Ce n'est plus celle de la misère et de la guerre. C'est celle des risques majeurs et, plus tard, ce sera celle du terrorisme. On ouvre les yeux sur le fait que depuis deux siècles la marche vers le Progrès n'a pas été une marche vers moins mais vers toujours plus de violence.

Au cours des dix années qui vont suivre, ces deux tendances vont se rencontrer, se confronter, s'allier sans jamais se confondre. En 1999, des affrontements spectaculaires marquent la tenue de la Conférence de l'OMC à Seattle. Il en surgira un mouvement, dont l'acte de naissance officiel est lié à la tenue en 2001 du Sommet de Porto Allègre. Ce mouvement se distingue de la composante « verte » traditionnelle de l'écologie. Il incorpore étroitement les thèmes de l'environnement, de la diversité culturelle et de l'antilibéralisme dans une mouvance altermondialiste.

Campé sur ses deux jambes, le mouvement écologiste fait alors face aux rêves brisés de la modernité d'après-guerre. Il semble prêt à incarner l'espoir d'une seconde modernité. C'est alors qu'un courant va se constituer à gauche pour contester à l'écologie son rôle d'avant-

¹ *The Limits to growth; a report for the Club of Rome's project on the predicament of mankind*, Donella H. Meadows; Club of Rome ; Potomac Associates books, New York, Universe Books, 1972.
Halte à la croissance ? : Enquête sur le Club de Rome par Janine Delaunay suivi de *Rapport sur les limites à la croissance* établi par le Massachusetts Institute of Technology rédigé par Donella H. Meadows, Dennis L. Meadows, Jorgens Randers et William W. Behrens, traduit de l'anglais par Jacques Delaunay, Préface de Robert Lattès, Collection écologie dirigée par Armand Petitjean, Fayard, 1972.

garde éclairée. Ce courant de facture anglo-saxonne, c'est celui de la Troisième voie. Inspiré intellectuellement par Anthony Giddens, il est extrêmement proche des idées d'Ulrich Beck qui est devenu le principal théoricien du mouvement écologiste avec son livre sur « La Société du Risque »¹ (1986). L'un comme l'autre fondent leur réflexion théorique sur une critique de la modernité classique et de ses limites. L'un comme l'autre s'inscrivent dans la perspective de tourner la page de la vague libérale qui s'était répandue sur l'Angleterre et les Etats-Unis à la fin des années 70.

Là où l'écologie se fonde cependant sur un refus des piliers de la social-économie d'après guerre – la paix et la croissance –, le courant de la Troisième Voie va tout faire pour renouveler et prolonger ce programme. La Troisième voie, c'est le combat pour la croissance mais sans la compétition entre les blocs, c'est l'engagement pour la paix mais sans l'équilibre de la terreur. Avec Tony Blair et Bill Clinton, ce sont les néo-travailleurs et les néo-démocrates qui deviennent les apôtres de la mondialisation, conçue comme un élargissement et une reprise de la thématique de la croissance. La globalisation est une croissance élargie, étendue, faisant ses preuves par le recul de la pauvreté, en Amérique latine, en Europe de l'Est et surtout en Asie et en Chine.

Le thème le plus délicat à faire vivre toutefois, c'est celui de la paix. Bill Clinton tente d'imposer un projet de paix entre la Palestine et Israël. Plusieurs fois, Tony Blair tentera également de s'atteler à cette tâche. Mais, peine perdue ! L'enjeu est à la fois singulier et insaisissable, à la fois trop local et trop global ; il ne se passe rien de marquant. Avec le retour de Bush et les discours sur l'axe du mal, Blair s'engagera dans la guerre en Irak et dans l'ingérence au nom de la Démocratie. Après ce terrible brouillage des pistes, l'enjeu d'un monde pacifié paraît plus hors de portée que jamais.

L'écart se creuse alors plus nettement entre un courant écologiste orienté vers la société civile, attiré par l'alter-mondialisme et influent en Europe Continentale et un courant de Troisième voie orienté vers le leadership des Etats, favorable à la globalisation et s'affirmant dans l'univers anglo-saxon. Les questions du réchauffement climatique et de la réduction des émissions de CO₂ vont se constituer en champ de bataille entre ces deux courants.

C'est ainsi qu'il faut analyser Copenhague. Comme un affrontement désormais engagé sur trois plans :

- **Le premier, c'est celui des leviers d'actions.** On attendait les écologistes dans la capacité à révéler une nouvelle modernité à travers laquelle les citoyens seraient à même d'anticiper les menaces et de s'organiser préventivement pour les maîtriser. En fait, après les engagements souscrits à Kyoto de réduction des émissions de CO₂, la main revient de plus en plus aux Etats. Certes, ceux-ci se concertent avec la société civile, comme on le voit en France avec le fameux Grenelle. Mais force est de constater qu'il ne suffit pas de savoir pour renoncer à rouler en 4X4 ! A côté de l'information et de la pédagogie, la recherche de leviers se concentre sur la fiscalité et sur l'instauration d'une taxe carbone, même si la pudeur amène les écologistes à préférer parler de contribution climat énergie.
- **Le second plan d'affrontement, c'est celui des autorités internationales.** Sur ce terrain en revanche, les écologistes ont paru marquer des points par rapport aux étatistes. Depuis le sommet de Rio en effet, un groupe de scientifique – le GIEC – est chargé d'expertiser le changement climatique. Toute une gouvernance subtile s'est organisée entre le Groupe qui concentre peu à peu la force des Prix Nobels et de la

¹ *Risikogesellschaft. Auf dem Weg in eine andere Moderne*, Ulrich Beck, Suhrkamp Verlag, 1986
La société du risque : Sur la voie d'une autre modernité, Ulrich Beck, Collection Alto, Aubier, 2001.

communauté scientifique alliée à la sympathie des médias, et les représentants gouvernementaux qui travaillent en interaction avec lui. Une des faiblesses du dispositif résulte toutefois du fait qu'il n'existe pas de discipline scientifique constituée dont l'objet serait l'étude et la prévision des climats. Le GIEC tire sa légitimité d'un ensemble complexe de consensus qui peut le mettre dans la situation d'une Eglise, dont un rebelle Galilée viendrait à bout. Son Autorité est par ailleurs menacée par tout l'imaginaire technologique qui invite à s'autoriser à penser autrement la question énergétique : smart grid, nanotechnologie, capture de CO₂, etc. A l'occasion de Copenhague, l'apparition de rumeurs, le dévoilement d'erreurs et l'émergence d'un « Climategate » témoignent de la réversibilité possible des médias et de leur soutien à éclipse pour de tels embryons d'autorité mondiale.

- **Le troisième plan, c'est celui du débat d'idées.** Alors que, jeunes universitaires, Anthony Giddens et Ulrich Beck avaient travaillé ensemble dans les années 80, la polémique est engagée juste avant Copenhague. Anthony Giddens publie « The politics of climate change »¹ où il démontre que les enjeux du climat sont devenus trop sérieux pour être laissés aux militants écologistes. Il consacre une note de bas de page à son ami Beck et un chapitre entier à démontrer que l'écologie n'existe pas comme force politique du progrès. Ce qu'il prend au sérieux, c'est le retour des enjeux de long terme et la réhabilitation qui en résulte pour des programmes d'actions coordonnées, sous l'autorité retrouvée des Etats. A l'avenir cosmopolitique de la Planète pensé par Beck², s'oppose ainsi le projet d'un grand retour des Etats-Nations recherchant des terrains d'ententes dans un Kriegspiel éclairé.

L'enjeu de l'après-Copenhague n'est pas simplement celui des prochaines échéances et des prochaines conférences internationales sur le climat. Il est également celui de la vision du monde qui va s'imposer, dans la compétition désormais ouverte entre deux recherches de nouvelle modernité. A l'heure où, en France, chacun fait mine de rechercher des interfaces efficaces entre le logiciel écologiste et le logiciel social-démocrate, il est indispensable d'approfondir ce débat.

¹ *The Politics of Climate Change*, Anthony Giddens, Polity Press, 2009.

² *Pouvoir et contre-pouvoir à l'ère de la mondialisation*, Ulrich Beck, Aubier, 2003.